

ASSEZ des pillages financiers, du chantage des armes et de la « hogra »

DÉPLOYER LES MOBILISATIONS UNIES ET PACIFIQUES

pour mettre en échec les méthodes de division de la nation

ET

**CONSTRUIRE ENSEMBLE L'ALTERNATIVE À UN SYSTEME
IMPRODUCTIF ET DANGEREUX**

L'assassinat du chef de la sûreté nationale par l'un de ses collaborateurs, revêt, comme l'a constaté K. Selim dans un éditorial du Quotidien d'Oran, une toute autre signification qu'un acte banal de droit commun ou un assassinat de caractère ouvertement politique. Ce que souligne de son côté Mustapha Hammouche dans Liberté, qui met en relief le contexte du drame plutôt que les supputations sur ses circonstances. Il y voit à juste raison «le signe effrayant d'une dangereuse dégénérescence de notre système ».

Ces appréciations sont largement partagées dans l'opinion, même chez ceux pour qui l'aspect singulier de l'évènement fait quelque peu diversion à l'analyse.

D'une part, l'acte est en effet révélateur des réflexes et des mœurs de violence ouverte ou feutrée qui ont progressivement gangrené le pays. Leurs manifestations ont envahi et imprégné les rapports sociaux et politiques sous des formes diversifiées et spécifiques aux différents niveaux des institutions et de la société.

D'autre part et surtout, il est l'un des signes irréfutables d'une crise majeure dans la gestion défailante des affaires et des intérêts du pays.

La défaillance est attestée :

- par les graves scandales financiers dont l'ampleur et les mécanismes sont à peine révélés au public
- par une gestion économique chaotique contraire aux logiques de développement et subordonnée à des pulsions et visions étroites sans stratégie d'intérêt général sur la durée, qui ne profitent qu'aux opérations corruptrices et spéculatrices bien ancrées dans les rouages du système en son entier
- par le fait que les besoins et les attentes sociales légitimes n'obtiennent comme réponse que l'aveuglement et les calomnies des instances gouvernementales et la répression des forces de sécurité dont la mission nationale est ainsi dévoyée
- Cette gabegie se maintient et se poursuit par le recours aux méthodes antidémocratiques sous couvert juridique d'un « état d'urgence » prétendument nécessaire à lutter contre le terrorisme. Au contraire la vraie urgence est plutôt de mettre fin aux pratiques despotiques contraires à la dignité d'un peuple fier et assoiffé de respect, car elles sont de nature à renforcer les dérives et les manipulations terroristes chez les jeunes en particulier.

Au bout du compte, la nation aussi bien que ses institutions étatiques sont gravement fragilisées, au moment où les puissances impérialistes et néo-coloniales, au-delà de leurs divergences, harcèlent fébrilement l'Algérie pour la faire basculer dans une dépendance multiforme profonde et sans retour.

La situation appelle l'ensemble des Algériens à une réponses claire, efficace et crédible aux questions angoissées que se posent les milieux patriotiques, tous les citoyens conscients du danger de voir l'Algérie basculer vers une déstabilisation d'envergure, dont la « somalisation » n'est qu'une des variantes au programme dans l'arsenal des tenants de l'ultralibéralisme capitaliste épaulé par les dirigeants sionistes.

L'erreur fatale serait d'imaginer le salut de l'Algérie dans un alignement sur l'une ou l'autre des différentes forces qui n'ont cessé depuis l'indépendance de régler des comptes économiques ou de pouvoir en s'arrogeant la fonction de sauveurs suprêmes et exclusifs. Qu'on les appelle clans, pôles, lobbies, groupes d'intérêt ou autrement, leur objectif et leur tactique n'ont cessé d'entraîner les différentes couches de la population dans la division et les désillusions stériles, avec l'engrenage sans fin des successions d'affrontements et de compromis au sommet sur le dos du bien commun.

C'est à ses engagements concrets, à son attitude vérifiée envers les droits et libertés démocratiques, envers les justes revendications sociales et culturelles que chaque individu et chaque collectif, chaque institution ou organisation doivent être appréciés. Aucune carte blanche à qui que ce soit, qu'il se réclame ou non en paroles du novembrisme, du socialisme ou de la chariâ.

Cinquante ans du mode de gouvernement autocratique ont confirmé que l'efficience et le redressement ne sont pas seulement, (comme l'écrit un journaliste à propos des suites à la disparition de Ali Tounsi) une question d'organisation technique, de compétences individuelles ou de qualité des chefs. Le problème central est celui de la cohérence du système politique global avec les aspirations à la paix, aux droits et au mieux-être de la population.

Aux combinaisons et combines concoctées dans les cercles obscurs, répondent de plus les travailleurs salariés de l'enseignement, de la santé, de l'industrie, des multiples services, les hommes et femmes des quartiers urbains ou des localités rurales. C'est la meilleure réponse, l'action franche, résolue et pacifique, vigilante envers toute manipulation, la réponse responsable et mûrie par l'expérience de tous ceux et toutes celles harassés par leurs problèmes quotidiens et l'inquiétude pour leur avenir et celui de leurs enfants, quelles que soient leurs sensibilités politiques et idéologiques sincères.

Avec l'ensemble des courants politiques et associatifs de plus en plus conscients de l'importance des mobilisations autonomes et de l'unité d'action, ils exigent des solutions élaborées avec leur participation démocratique et jugeront chacun à ses actes et non à ses déclarations.

Ainsi seulement, avec toutes les bonnes volontés où qu'elles se trouvent, le pays sortira-t-il des impasses et des supercheries d'un système qui n'a que trop duré en tournant le dos au contenu et aux valeurs fondamentales de novembre 54 et de la libération nationale

S.H. 28 février 2010